

Compte Rendu de la Commission Action Sociale Mardi 15 septembre 2020 à 19h30 à Ecopôle

L'an deux mille vingt, le quinze septembre, la Commission Action Sociale de la Communauté de Communes Montaigne Montravel et Gurson dûment convoqué s'est réuni à dix-neuf heures trente, en session ordinaire à Vélines sous la Présidence de Magalie LEPLET.

Date de convocation : **10 septembre 2020**

Présents : Magalie LEPLET, Thierry BOIDÉ, Lidia GUERREIRO-COBERT, Sandrine PAGNON, Maryse BRAIT, Sylvie CROSOIR, Sylvie DEYGNAUD, Josette LAGORCE, Jacqueline LAGARDE, Alain LEGOUTIERES, Florence BEZIES, Caroline BARUTHEL, Celine COCAUD, Brigitte CARRIER, Huguette ROUSEILLE, Arlette VAUNAC, Marie-Laure EL ZAIZI-AUZY, Karine BERNATETS, AURORE BESSOU.

Secrétaires : Élisabeth GORSSE / Florent MAHIEUX

Ordre du jour :

- Mise en place de la Commission
- Présentation du CIAS

Monsieur BOIDÉ accueille tout le monde et donne la parole à Madame LEPLET qui procède à l'appel.

Avant de parler de l'ordre du jour, Monsieur BOIDÉ propose un tour de table pour que chaque délégué puisse se présenter.

Monsieur BOIDÉ précise qu'il n'assistera pas à toutes les commissions mais qu'il souhaitait être présent pour la mise en place.

Il rappelle que les commissions n'ont pas juridiquement de pouvoir de décision mais que leur rôle est prépondérant dans la mesure ou le bureau et le Conseil Communautaire suivent généralement l'avis des commissions.

Si la commune n'est pas représentée par un membre titulaire ou un membre suppléant, elle peut envoyer un remplaçant car l'implication de chaque commune est importante.

Monsieur BOIDÉ souhaite que la commission soit davantage impliquée dans le fonctionnement du CIAS. Il rappelle que la communauté de communes verse chaque année une subvention de 100 000€ pour le CIAS pour atteindre l'équilibre budgétaire et participer aux investissements. Monsieur BOIDÉ informe également les délégués que le COVID a eu des répercussions importantes sur le CIAS et sur toutes les structures en général. Ainsi en 2020, la CDC a prévu de débloquer une aide exceptionnelle de 80 500€ à destination du CIAS.

Monsieur BOIDÉ conclut son propos liminaire en insistant sur le fait que la commission doit être force de proposition. Il rappelle qu'un projet de création d'une Maison de Retraite avait été envisagé à Saint Martin de Gurson et qu'il est important qu'un nouveau projet puisse émerger.

Pour rappel, dès 2004, Monsieur BOIDÉ (siégeant au Conseil d'Administration de l'EHPAD Foix de Candalle) avait constaté que l'offre d'hébergement pour les personnes âgées n'était pas suffisante et que les administrés de la CDC n'étaient pas prioritaires. Le projet de création d'une maison de retraite avait été élaboré et les professionnels du soin du territoire adhéraient au projet. Les autorisations ont été obtenues mais cela s'est heurté à des recours administratifs puisqu'un projet privé avait émergé sur la commune de Saint-Méard de Gurçon. Cette procédure a mis fin au projet car l'autorisation était valide sur 2 ans alors que la procédure administrative a été plus longue.

Monsieur BOIDÉ quitte la séance en invitant les membres à réfléchir sur les suites que l'on pourrait donner à ce projet, d'autant plus que le foncier est acquis.

Madame LEPLET donne son numéro de téléphone 06 78 69 78 64 et son adresse mail magalie.leplet@orange.fr pour faciliter la communication, et permettre de faire remonter des problématiques ou des sujets à traiter en commission.

Madame LEPLET insiste sur la nécessité de dire les choses, elle souhaite que les discussions soient franches et que tout le monde participe. Cette commission doit être participative et vivante.

Madame LEPLET demande aux délégués de proposer le nom d'une personne issue de la société civile, investie dans le champ sanitaire et/ou social pour participer au conseil d'administration du CIAS, la délibération (cf. PJ) sera à l'ordre du jour du prochain Conseil Communautaire le 29.09.2020.

Monsieur MAHIEUX fait une présentation du CIAS, du rôle et des missions du service (Annexe 1).

Monsieur MAHIEUX revient sur les conséquences de la crise COVID. Madame LEPLET précise que c'est le Conseil Départemental qui a imposé au service les restrictions d'interventions.

Ainsi, il a fallu composer entre les besoins et la sécurité des usagers, des professionnels... Sur les mois de mars à mai, l'activité a été amputée de plus de 5000 heures alors que la masse salariale a été maintenue.

Les répercussions financières ont été rudes. Ce qui explique l'intervention exceptionnelle de la CDC à hauteur de 80 500€ (estimation des pertes).

Les conséquences sont également structurelles puisque le service a enregistré beaucoup de retard dans l'arrivée des nouveaux dossiers. L'achat de moyens de protection est également une problématique importante avec notamment la flambée du coût de certains produits.

Monsieur MAHIEUX précise que toutes ces données seront présentées à la commission lors des présentations budgétaires du CIAS souhaitées par Monsieur BOIDÉ.

Monsieur LÉGOUTIÈRES pose une question sur le coût des prestations et notamment l'augmentation importante observée en 2017 avec un passage de 17 à 20€ pour une heure de travail.

Monsieur MAHIEUX explique que 2017 correspond à la prise en charge du budget dit Aide à Domicile par le Conseil Départemental. Depuis 2017, le tarif horaire des prestations est fixé par le Conseil Départemental et en 2020, ce tarif horaire est de 21,50 € de l'heure. Ce tarif correspond au prix d'équilibre. Le tarif tiers payant est passé de 17€ à 20€ car l'écart entre le tarif appliqué par le Conseil Départemental et celui pratiqué précédemment ne pouvait se justifier.

Monsieur MAHIEUX rappelle que les études démontrent que le prix d'équilibre pour ce type de service est estimé à 24€ environ et qu'il existe des possibilités de prises en charge financières permettant à tous un accès aux services du CIAS.

Monsieur LÉGOUTIÈRES comprend ces explications mais regrette le manque de communication.

Madame LEPLET souhaite justement que la communication soit un axe d'amélioration fort. Pour cela, il est nécessaire que des échanges soient instaurés entre les délégués et les représentants du CIAS.

Monsieur MAHIEUX repose le principe du libre choix, le CIAS n'est pas le seul interlocuteur. Pour autant, il faut repérer les situations où des personnes sont dans le besoin et leur proposer des solutions.

L'accès aux droits est une priorité. Les mairies œuvrent déjà pour assister les plus vulnérables, notamment lors des épisodes de canicule. Croiser les informations doit permettre de mieux informer sur le territoire.

Madame ROUSEILLE s'interroge sur les délais de prise en charge APA.

Monsieur MAHIEUX répond qu'un délai de deux mois débute lorsque le dossier est complet. Les agents du CIAS accompagnent les particuliers ou la famille pour renseigner ce dossier.

Madame BERNATETS confirme que ce délai de prise en charge est trop long et qu'en tant que professionnelle du soin, elle n'a pas la possibilité de caractériser l'urgence d'une situation.

Madame LEPLET propose aux délégués de venir les rencontrer dans chaque commune avec Monsieur MAHIEUX pour aborder les besoins de chacun (prioritairement le lundi).

Madame COCAUD précise qu'elle a déjà commencé un travail de recueil de données auprès des administrés de Saint Martin et propose aux délégués de mettre à disposition ses outils.

Un débat autour du projet de maison de retraite est lancé et Madame BESSOU estime qu'il est nécessaire de réfléchir également à de l'accueil de jour car bon nombre d'aidants sont épuisés et ont besoin de soutien.

Madame LEPLET propose de faire un tour de table pour que chacun puisse exprimer ses attentes.

Améliorer la communication est un point qui fait l'unanimité.

Madame BRAIT souhaite que les travaux lancés sur la base de l'analyse des besoins sociaux soient poursuivis et que les nouveaux délégués aient accès au document.

L'analyse des besoins sociaux sera à l'ordre du jour de la prochaine réunion.

Madame BRAIT souhaite également que la commission axe son travail sur la précarité, les personnes isolées...

Madame LEPLET rappelle que la commission a vocation à s'intéresser à tous ces sujets et que c'est la présentation des missions du CIAS qui a amené davantage l'attention sur les personnes âgées et vulnérables.

Magalie LEPLET demande aux délégués de communiquer également sur les dispositifs d'alerte type présence verte, Cassiopéa... Cela permet de lancer une alerte lorsqu'une personne est isolée et dans le besoin.

Madame BARUTHEL s'interroge sur la périodicité des réunions. Madame LEPLET précise qu'on peut partir sur une base trimestrielle mais qu'il y aura autant de réunion que nécessaire.

Madame LEPLET lève la séance à 21h.

PJ / Projet de délibération du Conseil Communautaire du 29.09.2020

OBJET : ÉLECTION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CIAS

Le Président explique au Conseil Communautaire que le CIAS est un établissement public administratif et dispose de la personnalité juridique distincte de l'EPCI dont il relève. Il est géré par un Conseil d'Administration qui définit les actions à mener et met en œuvre les missions qui lui ont été confiées à l'échelle du territoire.

Le Président précise que le CIAS est présidé par le Président de l'EPCI et qu'outre son Président, le Conseil d'Administration du CIAS est composé, conformément à la délibération du Conseil Communautaire en date 23 janvier 2014, de 6 membres élus par le Conseil communautaire et de 6 membres nommés par le Président de la Communauté de Communes.

Le Président informe le Conseil Communautaire de la liste de personnes qu'il a nommée pour une mise en place au 9 juillet 2020.

- Madame Jocelyne ARSIGNY, Sapeur-pompier
- Madame Maryse GUILLERMIER, UDAF Bergerac
- Madame Maryse LAGRANGE, Association des paralyés de France
- Madame Hélène DENOST, Coordonnateur Sécurité et Qualité de vie au travail à la Fondation John BOST
- Monsieur Jean-Claude TAILHURAT, Croix Rouge
- M.....

Le Président soumet à l'approbation du Conseil une liste de membres élus pour représenter la Communauté de Communes au Conseil d'Administration du CIAS.

Président	Thierry BOIDÉ
MEMBRES	Magalie LEPLET
	Jean-Pierre CHAUMARD
	Christian SCALIGER
	Gilles TAVERSON
	Sylvie CROSSOIR
	Jean-Thierry LANSADÉ

Après délibération, le Conseil Communautaire accepte cette proposition.



NOS OBJECTIFS

Le CIAS MMG est chargé d'apporter des réponses de proximité, adaptées aux besoins de soutien au profit des personnes en difficulté dans les domaines de :

- ☐ l'aide à domicile,
- ☐ les services aux personnes,
- ☐ le portage de repas
- ☐ l'aide sociale,

Ceci en complémentarité avec les partenaires existants, dans une démarche de qualité visant à l'amélioration et à l'évaluation permanente de services au profit des usagers...

NOS MISSIONS

Le CIAS MMG intervient auprès de la personne dans sa globalité avec pour mission l'accueil, l'écoute, l'information, l'orientation, le conseil afin de favoriser l'accès aux activités d'aides (matérielle, sociale, culturelle et sportive).

Le CIAS MMG permet le maintien à domicile de personnes fragiles et vulnérables.

Elle développe pour les usagers une action de prévention physique, intellectuelle, psychologique dans le cadre d'activités multiples en vue de maintenir et favoriser le lien social.

Notre structure réalise plusieurs types de prestations, qui ont pour objectifs selon les publics concernés de :

- ☐ permettre aux personnes âgées de continuer à vivre chez elles ;
- ☐ favoriser le maintien de l'autonomie des personnes âgées ou en situation de handicap ;
- ☐ éviter ou retarder une hospitalisation ;
- ☐ faciliter un retour rapide au domicile après un séjour à hôpital ;
- ☐ accompagner les personnes en fin de vie ;
- ☐ accompagner les familles pour qu'elles retrouvent leur autonomie ;

LES ANTENNES

Villefranche de lonchat :

Bonneville

Carsac de Gurson

Fougueyrolles

Minzac

Montazeau

Montpeyroux

Moulin-neuf*

Nastringues

Saint-Géraud de corps

Saint-Martin de Gurson

Saint-Méard de Gurson

Saint-Remy sur Lidoire

Saint-Vivien

Vélines :

Lamothe Montravel

Montcaret

Saint-Antoine de Breuilh

Saint-Seurin de Prats

Port-Sainte-Foy-et-Ponchapt*

Contact :

05 53 81 82 38

cias-resp-vdl@cdcmmg.fr

Contact :

05 53 27 51 36

cias-resp-velines@cdcmmg.fr

NOS SERVICES

L'accompagnement à la vie quotidienne

Notre structure accompagne les activités essentielles de la vie quotidienne :

- ☐ aide au lever, aide au coucher, aide pour se laver, aide pour se vêtir
- ☐ préparation des repas, aide pour se nourrir, aide pour s'hydrater
- ☐ aide à la prise des médicaments.

Nous accompagnons également les usagers dans les activités domestiques :

- ☐ activités concourant à l'entretien du linge et de la maison : ménage, repassage...

L'accompagnement à la vie sociale

Notre structure accompagne les personnes dépendantes dans leur vie sociale :

- ☐ aide aux démarches administratives,
- ☐ aide aux courses,
- ☐ accompagnement à des sorties culturelles et de loisirs

L'aide aux aidants Notre structure accompagne les aidants, souvent familiaux, dans leur rôle :

- ☐ information,
- ☐ soutien, etc.

Quelques chiffres

7 administratifs dont

- 1 Directeur
- 2 Responsable de secteur
- 2 Responsable planning
- 2 agents d'accueil

Environ 60 professionnels sur le terrain (variable en fonction de l'activité)

67 500 heures d'activité par an en 2019

10 000 repas en 2019 (antenne de Villefranche de Lonchat)

380 bénéficiaires en 2019

12 domiciliations